

De l'urgence de redynamiser le marché intérieur en assurance

Par Antoine KREMER, Head of European Affairs ABBL, ALFI & ACA

Le rapport récemment publié par Enrico Letta, ancien Premier ministre italien, à la demande du Conseil européen, présente un état des lieux approfondi du marché intérieur de l'Union européenne et propose une vision stratégique pour son avenir. Lors du Conseil européen de mars 2024, M. Letta a souligné l'importance cruciale d'un marché intérieur intégré pour la compétitivité européenne et a appelé à des réformes pour éliminer les barrières existantes et renforcer la coopération entre les États membres. Parmi les recommandations, notamment celles concernant le secteur des assurances, la plupart sont particulièrement pertinentes pour le Luxembourg, mettant en lumière la nécessité d'améliorer la convergence réglementaire et de promouvoir l'intégration des marchés financiers pour financer les transitions numérique et écologique de l'Europe.

L'importance du marché intérieur pour l'industrie luxembourgeoise de l'assurance et la réassurance

Le marché intérieur européen est vital pour l'industrie luxembourgeoise de l'assurance et la réassurance. En 2023, les primes d'assurance-vie au Luxembourg ont atteint 19 milliards d'euros, dont 93 % provenaient de contrats vendus à l'international. Les principaux marchés sont la France, l'Italie,



la Belgique, l'Allemagne et le Portugal. Un schéma similaire se dessine pour les assurances non-vie, où, sur 18,8 milliards d'euros de primes en 2023, près de 93 % provenaient également de contrats internationaux. Cette dynamique souligne la dépendance de l'industrie luxembourgeoise aux marchés étrangers et l'importance d'un marché intérieur sans entraves pour maintenir cette croissance.

Les défis de la provision transfrontalière de services

Cependant, bien que le droit européen garantisse la libre prestation de services dans le Marché Intérieur, l'exercice de cette liberté est devenu plus compliqué ces dernières années. En effet, dans un des principaux marchés de prestation de services d'assurance luxembourgeois dans l'Union européenne, les assureurs luxembourgeois sont dorénavant soumis, en sus des frais de supervision luxembourgeois, à des frais de supervision locaux bien qu'ils ne soient pas établis dans l'Etat membre en question et devraient y jouir de la libre prestation de services.

Le même Etat membre exige également un double reporting de cas de blanchiment d'argent suspecté, alors que la Cellule de Renseignement Financier du Grand-Duché fournit déjà ces mêmes informations à sa contrepartie dans l'Etat membre en question.

Depuis quelques mois, un second Etat membre et autre grand marché de distribution pour les assureurs luxembourgeois semble vouloir emboîter le pas au premier. Ces doubles obligations créent des doubles frais et mettent les assureurs luxembour-

geois en situation de désavantage compétitif par rapport aux assureurs locaux.

Les deux exemples ci-dessus sont des cas particuliers épineux et coûteux, mais ils pointent vers un problème plus général: la provision transfrontalière de services fait face à une méfiance croissante, perçue comme plus risquée que la provision domestique. Dans le cadre de la révision de la directive Solvabilité II, les activités transfrontalières significatives font l'objet d'une surveillance accrue.

Les autorités de supervision des États membres où les entreprises d'assurance exportent leurs services doivent systématiquement être informées des données de solvabilité et peuvent demander une inspection conjointe sur site avec le superviseur de l'assureur. Cela signifie que les assureurs transfrontaliers doivent satisfaire plusieurs superviseurs, augmentant les exigences en ressources et les coûts. De plus, lors des discussions sur la stratégie des investisseurs de détail, un amendement au Parlement européen aurait refusé l'autorisation aux compagnies d'assurance ne fournissant des services qu'au marché intérieur et non dans leur Etat membre d'origine. Bien que cet amendement ait été rejeté, il laisse un goût amer.

L'inexistence d'un risque accru des activités transfrontalières

Contrairement à cette perception de risque accru, une analyse* récente de l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) datée du 19 juillet 2023 a montré qu'il n'y a pas proportionnellement plus de plaintes de consommateurs concernant la provision transfrontalière par rapport à la provision domestique de services financiers. Cela indique que les activités transfrontalières ne sont pas intrinsèquement plus dangereuses ou préjudiciables pour les consommateurs.

Un besoin urgent de compléter l'intégration des marchés de capitaux

Comme l'a démontré le rapport Letta, si elle veut garder le niveau de vie et la prospérité de ses citoyens, l'Union européenne doit de toute urgence achever l'intégration de ses marchés de capitaux pour financer les transitions numérique et écologique, ainsi que la défense dans un contexte de changements géopolitiques. Il est également nécessaire de financer l'industrie européenne dans son ensemble. Et l'industrie de l'assurance européenne, y compris luxembourgeoise, a un rôle important à jouer vu les sommes gérées pour le compte des preneurs d'assurance.

La prochaine Commission européenne dispose de cinq ans pour réduire les barrières au marché intérieur et rendre l'industrie (d'assurance) européenne à nouveau compétitive en réduisant les barrières nationales injustifiées et les charges administratives, et en simplifiant la législation et la réglementation. Le Conseil européen – qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 Etats membres – a également compris que le besoin était criant et que le temps presse. Ainsi, dans ses conclusions de mars 2024, il a introduit un deal de compétitivité. Ce dernier devrait être soutenu par un rapport sur la compétitivité attendu pour le mois de juillet et rédigé par un autre ancien premier ministre italien, Mario Draghi.

En conclusion, l'avenir de l'industrie de l'assurance et la réassurance luxembourgeoise est étroitement lié à la réussite des réformes du Marché Intérieur et de l'élimination de barrières nationales érigées ces dernières années. La Commission et le législateur européens ont du pain sur la planche pour les cinq prochaines années. Il est impératif que l'Europe avance rapidement et résolument dans cette direction pour garantir une prospérité durable et partagée pour tous ses citoyens.

* esma.europa.eu

Unlock the full potential of your Captive:

How to enable Captive owners to manage the complex data sources of their Group natural catastrophe exposure

By Dr. Paul WÖHRMANN and Sophia STEINMETZ, Swiss Re Corporate Solutions*

Captive owners strive for active risk management and proactive risk prevention, which is certainly in line with the interest of the corporate insurance industry. The activities of captives in Europe have expanded, as captives are now used more in an active manner. Often, several lines of insurance covering various risk exposures of the owner are ceded to the captive.



Between 2019 and 2022, the global captive insurance market in terms of premium volume increased by 24.8% with total premiums written reaching \$72 billion in 2021. The captive insurance industry, based on expert opinions, will set to have a \$250 billion global market value by 2028¹⁾. Following the implementation of the European Solvency 2 regulation, large European captive owners are increasingly focusing on a holistic view of risk. This means, that in addition to non-life insurance, employee benefit insurance is also being included in the captive's reinsurance underwriting policy. Also new risks such as cyber are often being fronted and then substantially reinsured to the captives in order to protect the balance sheet of the local operating subsidiaries and to collect cyber exposure and claims information.

Finally, a new trend in the use of captives could emerge in Europe in the near future, namely the risk management and risk financing of natural catastrophe risks.

Why are increasing natural catastrophes (NatCats) a problem for captive companies?

1. Higher claims frequency due to secondary perils (e.g. floods, thunderstorms, draught and wildfire etc.) with primary perils (e.g. tropical cyclones, earthquakes, winter storms in Europe etc.) leading to more severe losses and costs overall²⁾. As a result, captive insurance companies which are often covering specialized risks of their parent companies, may have to make higher claims payments.
2. Concentration of risks: Captives are sometimes designed to take on specific risks that traditional insurers may not cover. If these risks are exposed to

natural catastrophes, this can lead to a concentration of losses, which could jeopardize the captive's financial stability.

3. Reinsurance protection: Captive insurance companies often use reinsurance to protect themselves against large losses. However, as natural catastrophes increase, reinsurance costs may rise or even reinsurance partners may limit their capacity, increasing costs for captives and affecting their availability.

4. Regulatory and supervisory requirements: Depending on the jurisdiction, captives are subject to specific regulatory and supervisory requirements. Increasing losses from natural catastrophes could result in regulators introducing stricter capital requirements or other measures to ensure the financial stability of the captive.

On the other hand, the recent provisional agreement on the Solvency 2 amendment by the European Council and Parliament from April 2024 should also be mentioned. Based on the proportionality argument, "long-term climate change scenario analyses should not be required for small and non-complex undertakings"³⁾.

"As small and non-complex undertakings are not expected to be relevant for the financial stability of the Union, it is appropriate to include an exemption from the requirement of auditing the solvency and financial condition report for those undertakings"³⁾.

Regardless of the Solvency 2 amendment, more frequent and severe natural catastrophes increase the complexity and risk for captive insurance companies, which are dependent on maintaining their financial

stability and providing adequate cover for their parent companies.

What tools are now available to captive owners and captive managers to analyze and evaluate their captive NatCat risks and make simulations for the future so that a tailor-made captive retention strategy can be defined and implemented?



Swiss Re Corporate Solutions, for example, developed an independent and secure digital twin platform for captive owners called Risk Data & Services (RDS) that helps captives to take control of their risk exposure.

Andrew Bradley, the former head of Nestlé's Group Risk Services and multi-independent captive board member, assesses RDS as follows: "With extreme weather events increasing, having access to a system such as Swiss Re's RDS, will help to identify and quantify exposures not only at own locations but also at those of key suppliers. This type of data will be key to not only help companies develop loss prevention/loss mitigation strategies, but also to enable them to better place their insurance and potentially make greater use of their captives in the risk transfer process, which will inevitably become more difficult."

Swiss Re identified the current challenges for Captive owners for NatCat exposure

Getting an accurate overview of the own underlying information (Exposure, Policy, Loss, Risk) that can be easily assessed, analyzed and modeled.

Swiss Re solution for Captive owners provides

Driving value from a digital twin of the own underlying information that enables seamless integration with the services across the captive management value chain e.g. automatized submission update, policy & loss analysis, NatCat scenario impact analysis, and NatCat limit review.

And the benefits for Captive owners are:

- Realistic and dynamic picture of the underlying information of the captive
- Relevant risk alerts enabling fast actions
- Ad-hoc simulation capabilities
- Accurate costing and program structuring focused on NatCat

What does the RDS platform do for a Captive owner?

Adrien Norulak, Head Risk Analytics at Swiss Re Corporate Solutions, states that via a secure and private tenant RDS provides captives with the access to curated Swiss Re and third-party data, models and insights that enable the users to deploy capital efficiently to mitigate NatCat risk, adapt to future climate scenarios, and improve the overall risk retention and transfer strategy.

An extract from Holcim's climate risk report (2023) provides another interesting insight when they state: "As part of Holcim's scenario analysis, acute and chronic physical climate-related risks have been assessed by Holcim throughout its 62 sites in 31 countries. When conducting this study Holcim aimed to quantify the potential financial impact of climate hazards at a site level and along supply chains. The study has been carried out based on physical climate risk insights provided by the Swiss Re RDS Sustainability Compass tool."

If captive owners have qualified and quantified their NatCat risks and have determined their target balance sheet captive retention, captive owners will examine the possibilities of traditional and alternative risk transfer. Should capacity bottlenecks in the risk management of NatCat exposure become apparent in the future, captive owners may want to also consider parametric solutions as balance sheet protection for reinsurance captives.

This type of alternative risk transfer opens up new opportunities for captive owners to hedge risk by setting predefined parameters that automatically trigger a payout when a certain event occurs without a lengthy claims handling process, thereby preserving liquidity of the captive and its owner. Reinsurance captives can benefit from parametric solutions to protect their balance sheet. However, it is important to consider the individual needs and risks of the company to ensure that parametric solutions are an appropriate option. At Swiss Re Corporate Solutions, we are happy to provide captive owners with expert advice on this.

1) The Royal Gazette, Captive market growth set to continue, 6 March 2024
2) Swiss Re Institute, sigma 2/2019: Secondary natural catastrophe risks on the front line, 10 April 2019
3) European Parliament, Texts adopted - Amendments to the Solvency II Directive - Tuesday, 23 April 2024 (europa.eu)

* Dr. Paul Wöhrmann, Captive Advisor, Swiss Re Corporate Solutions
Sophia Steinmetz, Corporate Foresight and Development Manager, Swiss Re Corporate Solutions